

François Martinet, Philosophe

Toumliline et les chrétiens libéraux

(1952-1968)

On désigne les français qui ont milité pour l'Indépendance du Maroc par l'expression désormais consacrée : « Les français libéraux ». Cela renvoie à trois associations créées au Maroc : « Les Amitiés marocaines », « Conscience française » et le G.E.R.E.S. (Groupe d'études et de réalisations économiques et sociales) et à une association fondée en France : « France Maghreb ». Il faut leur associer des personnalités indépendantes ou des représentants de partis politiques, qui s'exprimaient le plus souvent en leur nom, enfin des journalistes, des médecins et des avocats.

Ils sont « libéraux » en se réclamant avant tout de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (1948) comme de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Ils défendent la liberté des peuples à se gouverner eux-mêmes, l'égalité de tous devant le droit, les libertés individuelles et collectives.

Ils sont au Maroc, comme en France, des adversaires de la politique coloniale de la France imposée par l'armée et soutenue par des ligues et des factions d'extrême-droite, regroupées dans l'association « Présence française ». Ils combattent la propagande orchestrée par ces différents groupes de pression. Ils cherchent pour cela à sensibiliser l'opinion publique et à alerter la classe politique.

Au Maroc, la plupart de ces français libéraux sont d'anciens combattants de 1939 – 1945 (certains de la 1^{ère} guerre mondiale) et se rappellent à ce titre leur fraternité d'armes avec les soldats marocains engagés avec eux dans la campagne d'Italie, le débarquement en Provence et la campagne d'Allemagne. D'autres sont d'anciens résistants, ayant appartenu à des réseaux en France ou au Maghreb. Tous étaient hostiles au gouvernement de Vichy et tenaient le général Juin en haute suspicion.

Ces français libéraux se sont fait connaître par des actions d'éclats commela lettre des 14 professeurs du lycée Lyautey (décembre 1952) ou la lettre des 75 (mai 1954) ; par des campagnes

de plus longue haleine contre la répression et pour la libération des prisonniers politiques (1953-1954). Elles furent orchestrées par l'association « Conscience française » en collaboration avec « France Maghreb ». Par la sensibilisation de la classe politique française à la question marocaine (« Les Amitiés marocaines » tout particulièrement). Par un travail de fond en collaboration avec des cadres dirigeants de l'Istiqlal, du PDI ou de l'UMT afin de préparer la passation des pouvoirs (le GERES).

Un certain nombre d'entre eux ont subi des attentats : Le commandant Sartout ; Antoine Mazzella ; Jacques Reitzer ; Pierre Closterman ; maître Pierre Legrand ou Jacques Lemaigre-Dubreuil, qui y laissa la vie.

Tous ont risqué leur vie, menacés par des ligues d'extrême-droite et des commandos de tueurs protégés par la police et l'armée. Ils ont subi toutes sortes de vexations, de brimades et de menaces. Rassemblés dans un « Comité de Vigilance des Français libéraux » à compter de septembre 1955, ils s'employèrent à déjouer les dernières manœuvres des défenseurs d'un colonialisme à l'algérienne, farouchement hostiles à toute libération et plus encore à toute indépendance.

Sa Majesté Mohammed V leur rendit hommage en recevant le « Comité de Vigilance », les « Amitiés Marocaines » et « Conscience française » le 1^{er} décembre 1955 en son Palais à Casablanca, avant même le corps diplomatique. Puis tout le GERES à Rabat en janvier 1956.

Le 18 décembre 1955, le prince héritier Moulay Hassan et tout le gouvernement provisoire présidé par Si Bekkaï vinrent au domicile de Guy Martinet, à Casablanca, avec des délégations de l'Istiqlal, du PDI et de l'UMT rencontrer les français libéraux, qui remirent à leurs hôtes les travaux réalisés par le GERES depuis juin 1954, dans la clandestinité et en dépit du fracas des armes

Nombre de ces français libéraux sont non seulement chrétiens, mais engagés dans le courant du catholicisme social, sous différentes formes : associations caritatives, sociétés savantes, syndicats, jeunesse étudiante chrétienne (JEC), etc... Ils se reconnaissent dans les publications de maître Paul Buttin, comme « Terres d'Afrique », et

plusieurs d'entre eux ont participé à ses « carrefours », qui traitent des conditions sociales, à Alger ou à Rabat. Certains ont participé, lors de leurs études aux séminaires d'un jeune professeur charismatique, André Mandouze, issu de la Résistance, co-fondateur et rédacteur de la revue « Témoignage chrétien », militant dans les rangs de la gauche, y compris en association avec le parti communiste.

André Mandouze tout autant que Paul Buttin ont très tôt pris position pour la décolonisation et militaient pour une Eglise catholique attentive aux questions sociales, en particulier de la condition de la classe ouvrière et de tous les déshérités.

Ces français libéraux, je me propose de les appeler des « chrétiens libéraux », leur conscience politique relevant à la fois des idéaux des droits de l'homme et des idéaux chrétiens. Pour eux l'égalité, la liberté et la fraternité procèdent tout autant de la philosophie des Lumières que d'une certitude soutenue par la foi : la présence du divin en l'homme. Tout homme, quelle que soit sa nationalité, sa religion ou son absence de religion, sa culture ou sa langue est égal à tout autre homme et lui doit la fraternité, dans la liberté. Il faut donc refuser toute ségrégation ou toute idée de supériorité.

Un climat de quasi-apartheid s'était installé dans les populations européennes au Maroc, suite à une colonisation massive avec en corollaire une volonté de domination en totale contradiction avec le Traité de Fès. Cela les indignait et ne pouvait que les révolter.

Cette politique ultra-colonialiste fut revendiquée par le Général Juin en 1947 et sa nomination comme Résident sonna dans les milieux ultras comme un moment décisif. Dans le même temps se leva une opposition résolue, celle des français libéraux, encore dispersés mais déterminés à s'engager.

Une année 1947 décisive, d'autant que l'Eglise catholique, contre toute attente, choisit cette année-là, comme nouveau « Vicaire apostolique » (avec rang d'Evêque) un franciscain qui provoqua une rupture spectaculaire.

Mais avant d'évoquer le rôle décisif d'Amédée Lefèvre, arrêtons-nous un instant sur l'année 1947 qui vit la chute le 14 mai d'un Résident général hors-norme, Eirik Labonne, un libéral, qui voulait initier des

changements administratifs, économiques et sociaux, mais sans recevoir le soutien des nationalistes et en se heurtant à une levée de boucliers des tenants d'un colonialisme radical.

Son départ provoqua une rupture et augura une période d'affrontement. Son remplaçant n'était autre que le Général Juin, né en Algérie et partisan d'une co-souveraineté de la France et du Maroc, puis d'une assimilation, à rebours du mouvement de l'histoire. Pour lui la force primait sur le droit. Il voulait briser l'Istiqlal et démettre le sultan Sidi Mohammed Ben Youssef, défenseur résolu de la souveraineté marocaine. Tous les moyens lui furent bons, d'autant qu'une puissante oligarchie financière le soutenait, appuyée sur « l'Algérie française » et sur l'Armée, toute à sa dévotion à de rares exceptions (le Général Catroux).

Au Maroc, le général Juin avait le concours de la presse Mas et en France des journaux conservateurs. Le système parlementaire de la toute nouvelle IVème République fragilisait les Présidents du Conseil et rendait impossible une majorité parlementaire favorable aux thèses libérales. Et surtout, de Gaulle venait de perdre le pouvoir (20 janvier 1946), ce qui laissait le champ libre pour 11 ans à ce puissant général et futur Maréchal de France.

Il était le maître sans partage de l'armée, une armée résolument coloniale, hostile à toute réforme libérale, qui n'a écouté ni Leclerc en Indochine, ni Eirik Labonne au Maroc. Une armée qui voulait en découdre et dont nombre de cadres venaient de l'armée d'Armistice, très peu épurée à la Libération. Des cadres, anciens vichystes pour nombre d'entre eux, et tout particulièrement leur chef, le général Juin⁽¹⁾, qui s'auréolait d'une gloire que lui avaient pourtant offerte des milliers de tirailleurs marocains, algériens et tunisiens, ainsi que leurs jeunes frères d'armes français, par leur courage et leur sacrifice (233000 combattants maghrébins et 176000 français).

¹ Le Général Juin s'était compromis en se rendant à une convocation de Goering à Berlin en décembre 1941. Il avait accepté une collaboration militaire avec l'armée Rommel en lui fournissant des camions, des vivres et de l'essence. Vichyste jusqu'au débarquement allié à Alger en novembre 1942, il dut son salut à la réalpolitik américaine qui le libéra des mains de la résistance française, tout comme Darlan. Un coup de force et une forfaiture des Etats-Unis qui trahissaient ainsi leurs engagements auprès de la Résistance. Juin emprisonné en novembre 1942 et jugé à la Libération, voilà qui aurait changé la destinée de l'Afrique du Nord après la guerre.

De Gaulle fit du Sultan Mohammed Ben Youssef le 16 juin 1945 un Compagnon de la Libération, honoré le 14 juillet suivant sur les Champs Elysées en présence des tirailleurs marocains. Juin, tout au contraire, n'eut de cesse de l'humilier et de le provoquer, avant de l'exiler à défaut d'obtenir son abdication. Le contraste est saisissant.

Et déjà à Sétif le 08 mai 1945 on trouve la curieuse alliance de l'armée coloniale en Algérie et de hauts fonctionnaires de Vichy. Cet affrontement de Gaulle-Juin, entre la Résistance et Vichy, voilà la grande toile de fond des luttes pour l'indépendance en Afrique du Nord.

Le départ d'Eirik Labonne et la nomination du général Juin se doublèrent pourtant d'un évènement inattendu. L'Eglise catholique s'était montrée jusque-là très conservatrice, résolument évangélisatrice et favorable à l'ordre colonial. En dépit de heurts sur la question des conversions, interdites par la Résidence en application du Traité de Fès, l'Eglise avait la confiance des autorités coloniales et de l'armée. Monseigneur Veille, le Vicaire apostolique, s'était auparavant compromis en soutenant le régime de Vichy et des tensions étaient intervenues avec le Gouvernement provisoire d'Alger avant même la libération de la France.

Son remplaçant avait été vivement souhaité par le Général de Gaulle mais le Vatican s'y était opposé. Son décès en 1946 permettait l'apaisement, mais les catholiques résidant au Maroc dans leur grande majorité ne s'attendaient pas à des changements marquants. Ils ne manquèrent pas d'être surpris.

Monseigneur Amédée Lefèvre, le tout nouveau Vicaire apostolique, imprima sa marque, d'emblée, en reprenant en main les publications de l'Eglise catholique au Maroc. Il le fit par étapes, mais en écartant les influences les plus conservatrices et en réduisant l'influence de l'ordre des Franciscains auquel il appartenait pourtant.

Ancien aumônier de la J.O.C. (Jeunesse ouvrière chrétienne), il ne cachait pas son attachement au catholicisme social, un mouvement qui n'avait cessé de grandir au sein de l'Eglise catholique française depuis les années 1920, mais peu représenté jusque-là au Maroc. Il se

rapprocha de Paul Buttin, comme du professeur Paul Adam, l'historien de Casablanca, et soutenait dès la rentrée 1947 la création de « semaines sociales » regroupant des intellectuels chrétiens autour de ces deux personnalités.

Les débats portaient sur les questions sociales et attiraient des professeurs et des chercheurs spécialisés en sociologie, en histoire ou en économie ainsi qu'une nouvelle génération de prêtres venus au Maroc à l'invitation de Monseigneur Lefèvre. Leurs préoccupations se centrèrent sur la condition ouvrière, qu'elle soit marocaine ou européenne, comme sur la naissance d'un nouveau prolétariat urbain, en particulier dans les bidonvilles de Casablanca.

Guy Martinet et Raymond Prallet, tout jeunes professeurs au lycée Lyautey de Casablanca, ainsi que Monsieur et Madame Morlet, professeurs au lycée de jeunes filles, y étaient assidus ou encore Jeanne Orain, professeur au lycée Moulay Abdallah accompagnée de son mari, Robert, commerçant. Ils y rencontrèrent Henri Pirot, Olivier Cotinaud, Jacques Jouhannet, dès 1947 : autant de noms que l'on retrouve dans le GERES et Conscience française, ou dans la fameuse lettre des 75. D'autres encore devaient les rejoindre dans les années qui suivirent, en particulier le docteur Delanoë.

Ces « Semaines sociales » furent un foyer très actif des catholiques sociaux et un vivier pour les différents mouvements de français libéraux. Tous furent très assidus à Toumliline à compter de sa fondation en octobre 1952. Ils se rencontraient aussi dans différents foyers de débats et de réflexion, toujours initiés par Monseigneur Lefèvre, qui n'eut de cesse de faire venir au Maroc des ordres religieux ayant une vocation intellectuelle : Jésuites (au Sidéra, près de Rabat) ; Dominicains (au CIL à Casablanca) ; Oratoriens et bientôt Bénédictins. Il faut y ajouter la Paroisse Universitaire de Casablanca, animée par des prêtres érudits, férus de philosophie.

Monseigneur Lefèvre était aussi proche de la revue Témoignage Chrétien, clandestine et minoritaire dans l'Eglise sous l'occupation, devenue une grande revue de référence à la Libération, proche de l'aile gauche de la démocratie chrétienne. L'un de ses rédacteurs durant la résistance n'est autre qu'André Mandouze, désormais professeur à Alger, qui a pris, tout comme Paul Buttin, nettement

position pour l'indépendance de l'Afrique du Nord (Guy Martinet et René Perez ont été ses élèves à Alger).

Or Monseigneur Lefèvre fait venir un prêtre qui travaille à Témoignage chrétien, Ignace Lepp, diplômé en philosophie et spécialiste du marxisme, pour créer une nouvelle publication : Maroc Monde, ambitieuse puisqu'il s'agissait d'un « hebdomadaire catholique d'information marocaine et mondial ». Or la revue Maroc Monde de 1949 à 1953 allait prendre, de manière très prudente et en termes feutrées, des positions à connotation libérale, progressivement affirmées.

Cela lui valut de violentes campagnes de presse des milieux ultra-coloniaux, ciblant le « communiste » Ignace Lepp (il fut effectivement communiste durant vingt ans avant de se convertir au catholicisme) ou qualifiant Monseigneur Lefèvre « d'évêque rouge » dans le cadre de tracts d'extrême-droite.

Monseigneur Lefèvre s'inscrivait aussi dans un grand courant novateur de l'Eglise catholique qui plaidait pour le rapprochement des grandes religions du Livre et tout particulièrement avec l'Islam. Ce courant chemina jusqu'au Concile Vatican II (1962-1964) où il trouva une pleine reconnaissance des plus hautes instances de l'Eglise. J'incline personnellement à penser que cela a fortement contribué à la nomination de cet évêque novateur et énergique au Maroc, comme aux protections qu'il a toujours reçues de Rome.

Or Monseigneur Lefèvre n'eut de cesse de pousser les religieux vivant au Maroc à apprendre l'arabe (et le berbère) comme à s'implanter en milieu marocain. Il fit venir pour cela les fraternités de Foucauld, qui s'établirent dans les bidonvilles urbains (en particulier aux Carrières Centrales à Casablanca) ou dans les quartiers populaires (Casablanca, Rabat, Azrou, Midelt). Cette présence des communautés de Foucauld fut soutenue par le responsable général de cet ordre voué à la pauvreté, le père Voillaume ; elle eut une grande influence sur le rapprochement Islamo-chrétien au Maroc.

Il faut évoquer ici la haute figure d'un disciple de Charles de Foucauld, vivant en ermite depuis plus de vingt ans dans un village du Moyen Atlas, El Kbab, le père Peyriguère, infirmier de son état, tout dévoué à

son dispensaire de fortune et aux soins qu'il prodiguait à ses patients qui étaient aussi ses hôtes. Il soutint l'initiative de Monseigneur Lefèvre avec d'autant plus de ferveur qu'il connaissait de longue date le père Voillaume. Le père Peyriguère avait un charisme hors du commun et influença très profondément tout le clergé et tous les religieux catholiques, tout en étant un soutien très puissant auprès des chrétiens libéraux comme auprès des moines de Toumliline.

Le père Peyriguère, comme le père Voillaume, faisait le lien avec le professeur Louis Massignon, disciple laïc de Charles de Foucauld. Le père Voillaume devait soutenir en outre l'action de l'association France-Maghreb, à compter de 1953. Les témoignages des religieux de son ordre sur les massacres des Carrières centrales en décembre 1952 eurent un profond retentissement sur François Mauriac.

Le père Voillaume fut plusieurs fois invité aux Semaines sociales, dès 1947, et il connaissait très bien les jeunes intellectuels catholiques qui les fréquentaient. Il vint à Toumliline à l'initiative de l'ermite d'El Kbab conjuguée à celle de Monseigneur Lefèvre, et devint un familier du père Prieur Denis Martin.

Quant à l'ermite d'El Kbab, le père Peyriguère, nul doute qu'il joua un rôle décisif auprès du nouveau Vicaire général dès l'arrivée de ce dernier en 1947. Ils partageaient tous deux un attachement à Saint Augustin, ce Père de l'Eglise né à Thagaste (Souk Akras) ; ils se reconnaissaient dans une Eglise tournée vers les plus humbles et les plus démunis ; ils respectaient la foi musulmane et œuvraient au rapprochement entre Islam et Christianisme, dans l'esprit des Fraternités qui se réclamaient de Charles de Foucauld.

Or le père Peyriguère avait pris nettement position pour l'indépendance du Maroc et la fin de toute colonisation. Quand il venait, vêtu de son burnous de laine blanche, dans les paroisses à Meknès, Fès, Rabat ou Casablanca, à l'invitation de leurs curés, il faisait sensation et souvent scandale car il avait le verbe haut et apostrophait les chrétiens dans leurs rapport à leurs hôtes marocains. Il rappelait la gratitude due au peuple hôte, comme le respect pour sa foi. Respect et gratitude dans la filiation des Evangiles chrétiens et leur fameux : « Aimez-vous les uns les autres » ou « Ce que vous faites au plus petit, c'est à moi que vous le faites ». Dans le climat colonial cela dérangeait

l'ordre établi ⁽²⁾, mais les chrétiens sincères ne pouvaient pas rester insensibles à ce mystique qui leur rappelait les premiers temps du christianisme et dont toute la personne était habitée d'une foi heureuse, communicative.

Monseigneur Lefèvre apprit beaucoup de l'ermite d'El Kbab sur les conditions de vie de la paysannerie, sur les aspirations du petit peuple des villes, comme sur la foi musulmane. Il comprit très tôt combien la propagande coloniale sur le monde berbère, qui le disait acquis à la France, peu impliquée dans l'Islam, d'inspiration animiste et détaché du Trône, était fausse et sans lien avec la réalité. L'ermite d'El Kbab le conforta dans sa conviction que l'ordre colonial allait s'écrouler et qu'il avait fourvoyé le christianisme même. L'urgence était à la reconnaissance réciproque, à la conciliation et à la réconciliation.

Une haute figure musulmane et marocaine, le Cheikh al Islam Mohammed Ben Larbi Alaoui a joué également un grand rôle dans l'affirmation des convictions de Monseigneur Lefèvre et dans sa volonté de rapprocher Islam et Christianisme. Il a pu le rencontrer par l'intermédiaire de Paul Buttin et du père Peyriguère. On ne sait rien de leurs échanges ni de leurs débats, mais les deux hommes se connaissaient et se respectaient avant même l'année 1952, qui allait mettre les nouvelles orientations de l'Eglise catholique au Maroc en pleine lumière.

Mohammed Ben Larbi Alaoui avait bien des traits de caractère communs avec le père Peyriguère, le charisme, l'indomptable énergie, l'indépendance, la fidélité dans l'engagement, alliés à une haute intelligence dans le service de leur foi. Tous deux étaient de grands érudits et des théologiens de haut rang. Tous deux se trouvèrent en sympathie immédiate avec Monseigneur Lefèvre et dès l'installation du

² Les autorités militaires et certains hauts fonctionnaires de la Résidence cherchèrent à faire taire le Père Peyriguères ou à l'exiler. En vain. Il reçut toujours la protection indéfectible de Monseigneur Lefèvre.

couvent de Toumliline, avec le Prieur Dom Denis Martin, une autre personnalité d'exception.

De 1947 à 1952 ces différentes orientations prises ont transformé en profondeur les missions de l'Eglise catholique et ont renouvelé sa présence au Maroc. Elles répondirent aux attentes des jeunes chrétiens engagés dans les mouvements sociaux (associations, syndicats, groupes d'études, semaines sociales), dont la plupart étaient professeurs ou chercheurs et aspiraient à se mettre au service du peuple marocain, comme à dialoguer avec ses intellectuels. Tous les foyers créés à l'initiative de Monseigneur Lefèvre ont permis des rencontres multiples et de tisser des liens de confiance entre ceux qui deviendront les « chrétiens libéraux ». Et Toumliline fut leur destination de prédilection. Ils commencèrent à tisser des liens d'amitié avec des intellectuels marocains, des universitaires, des professeurs ou encore avec des membres des professions libérales.

Cela put se faire particulièrement dans le cadre d'une association marocaine, regroupant des musulmans, des juifs et des chrétiens : « Les Amitiés marocaines ». Cette association avait une vocation sociale ; elle créa un centre d'hébergement pour orphelins aux carrières centrales en 1952. Elle était dotée, en outre, de commissions dévouées à la santé, à l'éducation, à la famille ou à la formation professionnelle, qui agissaient sous la forme de conférences, d'ateliers ou de brochures.

Ses statuts furent déposés durant l'année 1951. Son premier Président fut le caddi Si Hadj HammedZemmouri, assisté de deux co-Présidents, Georges Lamirand et Felix Nataf. Dans les commissions, on retrouve Robert Orain, Guy Martinet et le Docteur Delanoë, trois fondateurs du GERES et/ou de Conscience française, trois ans plus tard, côtoyant messieurs M'Hamed Dadi, Filali, Meyer-Tolédano, tous trois proches des partis nationalistes, sans y être adhérents.

Les Amitiés marocaines dans leur statut interdisaient toute action politique, mais les événements amèneront Félix Nataf et M'Hamed Dadi, devenus co-présidents, à multiplier les initiatives de leur association, qui sera très active et de tout premier plan à compter de décembre 1952. Dans l'attente, des contacts se nouent avec des

cadres de l'Istiqlal ou du PDI, sous couvert d'actions caritatives qui ont reçu l'aval de la Résidence.

Félix Nataf, Guy Martinet, Robert Orain ou Guy Delanoë prennent alors toute la mesure de la répression imposée par l'Armée, de l'arbitraire, des sévices corporels, des dénis de justice infligés aux militants nationalistes. Dans le même temps les visées du Général Juin se faisaient plus précises : destituer le Sultan Sidi Mohammed Ben Youssef et installer un pouvoir fantoche.

L'affrontement était inéluctable, la seule issue restant toutefois politique comme le leur confirmèrent leurs nouveaux amis. Or les liens entre la Résidence et les forces vives du pays étaient inexistantes ; seule la répression et le déni primaient. Ceux qui devaient devenir les « français libéraux » à quelque temps de là s'inquiétaient et cherchaient les moyens d'informer la classe politique en France même, comme l'opinion publique. Les autorités de l'Eglise en étaient informées.

Le 15 février 1952 Monseigneur Lefèvre publia une lettre pastorale à l'attention du clergé et destinée à être lue publiquement dans les églises. En dépit de sa mesure, elle fit grand bruit et dérangerait bien des certitudes. Certains prêtres refusèrent de la lire. Les réactions furent vives. Certains étaient enthousiastes comme le père Berkman-Chabert, futur évêque de Rabat et signataire deux ans plus tard de la lettre des 75. D'autres se montraient très en colère contre « l'évêque rouge ».

Que disait donc le Vicaire apostolique ? Il appelait les chrétiens à respecter l'hospitalité offerte par le peuple marocain, à partager les richesses produites avec le concours de tous et aux devoirs de justice (y compris dans les revendications salariales ouvrières), enfin au calme en ces temps de troubles. Il concluait :

« Il est plus urgent que jamais que les chrétiens du Maroc règlent leur conduite sur l'Évangile et mettent au premier rang de leurs préoccupations le don de soi aux autres. Par-là, leur vie spirituelle rayonnera sur les populations dont ils sont les hôtes et les aideront à se développer, selon le plan de Dieu qui veut que son Règne arrive, chez nous comme sur toute la terre. Il faut donc qu'ils aient pour ces

populations respect, estime et amour, avec le courage et la calme énergie que demandent les difficultés de l'heure. »

A bien lire ces lignes, dont chaque terme est pesé, on comprend que c'est tout l'édifice du colonialisme qui est ébranlé dans ses fondements. En particulier le colonialisme venu d'Algérie qui se réclame d'une supériorité de la civilisation occidentale et d'une mission civilisatrice pour masquer l'usage exclusif de la force, une oppression constante, l'exploitation des hommes et des richesses naturelles et dans les faits un quasi-apartheid, avec une surenchère constante entretenue par de puissants médias.

C'était en premier lieu cette propagande coloniale que cette simple lettre pastorale venait affronter en demandant « respect et amour » pour le peuple marocain, en conformité avec les règles de l'hospitalité fondée sur les préceptes même du christianisme. Des préceptes qui renvoient à leur tour aux fondements même de l'Islam. Et par-delà les paroisses et le prêche aux fidèles dans toutes les églises du Maroc c'était bien la réconciliation entre le Christianisme et l'Islam qui était ici en jeu.

Ceux qui vont devenir les « français libéraux » et parmi eux les « chrétiens libéraux » reçurent ici, avant d'affronter la tempête désormais très proche (décembre 1952 – novembre 1955), un formidable encouragement à tenir bon, au service même de ce qu'il y avait de plus profond dans leur foi. Ils eurent la joie d'être soutenus par l'Eglise qu'ils appelaient de leurs vœux, une Eglise à la manière d'un Georges Bernanos ou d'un François Mauriac. Loin de cette Eglise catholique qui avait soutenu Salazar, Franco ou le Maréchal Pétain.

A contrario, les élites coloniales, dans la haute administration, dans l'armée, dans l'industrie et le commerce, les grands propriétaires terriens ou les grands médias reçurent cet appel à la fraternité comme une provocation et comme une menace pour leur hégémonie. Ils n'ignoraient pas que le Vicaire Apostolique ne pouvait pas prendre pareille position publique sans l'accord du Vatican.

Ces élites coloniales étaient particulièrement réactionnaires, proches de l'extrême droite, nostalgiques de Vichy et dominées par la pensée

de Charles Maurras. L'épuration avait été tardive, et superficielle, menée par le Gouvernement provisoire d'Alger à compter de l'automne 1943, dominé depuis le mois de juin par de Gaulle. Mais le coup de force américain lors du débarquement en Afrique du Nord, le soutien à Darlan, le maintien des généraux et des amiraux qui avaient pourtant ordonné le feu contre les alliés, au premier rang desquels le général Juin, le combat Giraud-de Gaulle, tout cela avait laissé des traces profondes.

De Gaulle avait dû composer en laissant quasi intacte les cadres de l'Armée et de l'administration de l'Armistice, raciste, ultraréactionnaire et pétainiste. C'est une terrible conséquence de la diplomatie américaine durant la seconde guerre mondiale, de son jeu très équivoque avec Vichy : Pétain était attendu à Alger, un avion était à sa disposition ; son ultime refus, son dernier volteface a ouvert la triste page de « l'expédient provisoire »- le pacte avec Darlan - et la honte d'utiliser ce dernier au prétexte de mettre en marche l'armée coloniale sans épuration préalable.

C'est ainsi que les Etats-Unis, tout en prônant la fin des empires coloniaux ont singulièrement renforcé l'appareil colonial français en Afrique du Nord et ont favorisé la carrière du général Juin, ce qui a ouvert la voie à un terrible régime de répression qui s'est affirmé de manière paradoxale dès le mois de mai 1945. Un jeu équivoque qui a perduré jusqu'à l'indépendance des pays du Maghreb sous domination militaire française.

Dans l'immédiat, ces élites coloniales françaises au Maroc n'ont pas cherché à affronter le Vicaire apostolique, soutenu par l'Eglise Catholique de France, profondément renouvelée à la libération, et par le Vatican. Elles attaquèrent la revue Maroc Monde et réussirent à obtenir son ajournement l'année suivante. Et c'est contre François Mauriac qu'elles purent se déchaîner, quand celui-ci, auréolé par son prix Nobel de littérature dénonça la terrible répression orchestrée délibérément à Casablanca en décembre 1952, soit quelques mois après la lettre pastorale de Monseigneur Lefèvre. François Mauriac avait été alerté par les chrétiens libéraux, au premier rang desquels la Marquise et le Marquis de Chaponnay, ainsi que leur fille Henryane. Ou encore Guy Martinet qui leur avait remis un rapport détaillé.

Sa Majesté Mohammed Ben Youssef désormais isolé dans son palais de Rabat et cerné par des forces très hostiles, en fin politique et aussi en tant que Commandeur des Croyants, a pleinement saisi la portée de cette lettre pastorale et le soutien précieux que lui apportait par ce biais l'Eglise Catholique. Il invita à la fête du Trône du 18 novembre 1952 le Vicaire apostolique, créant ainsi un précédent qui s'est prolongé depuis jusqu'à nos jours.

On ne sait quelle fut la teneur des échanges entre ces deux hautes personnalités religieuses et ces deux personnalités d'exception. Echangèrent-ils au-delà des audiences protocolaires par l'entreprise du Cheikh Mohammed Ben Larbi Alaoui ? Le firent-ils encore par les soins du professeur Louis Massignon ? On ne sait, mais nul doute qu'une profonde estime les liait et que les convergences de vues s'affirmèrent.

La preuve en fut manifeste à l'Indépendance, quand tous deux firent le projet conjoint d'ouvrir à Toumliline un cycle de Conférences Internationales à compter de l'été 1956, qui eurent un retentissement extraordinaire, marquant la réconciliation entre le Maroc et la France, d'une part, entre l'Islam et le Christianisme d'autre part.

Mais auparavant le Maroc dut affronter quatre années de tensions croissantes et à compter du 20 août 1953, une période de très fortes turbulences pendant laquelle les différents mouvements de résistance perpétrèrent des milliers d'attentats, qui provoquèrent une répression aveugle, des massacres de populations civiles, l'usage généralisé de la torture et des condamnations à la peine capitale en grand nombre sur la base de jugements expéditifs. Seule la présence massive de l'Armée française et des forces supplétives a empêché l'embrasement.

Casablanca étant devenu l'épicentre de la lutte de la résistance marocaine. Et plus d'une fois les quartiers populaires marocains et européens fomentèrent des émeutes très violentes. Un affrontement frontal entre les quartiers populaires des deux communautés a pu être toutefois évité (avec le concours de l'UMT et des français libéraux du GERES). Mais bien des digues avaient cédées et la haine aurait pu s'emparer définitivement des cœurs.

Des activistes d'extrême-droite, appuyés par des commandos recrutés dans les rangs même de la police française ont tout fait pour

provoquer le pire, mais à compter de l'automne 1954, les cadres de l'Istiqlal ou du DPI sortis de prison, aidés des français libéraux firent échec à la politique du pire. Ce n'est que peu à peu, à compter du retour au Maroc du Sultan SM Mohammed Ben Youssef que la paix pu s'imposer, avec son corollaire de départ massif d'européens que rebutait l'Indépendance du Maroc (80 000 en 1956 / 150 000 en trois ans).

Il faut avoir présent à l'esprit ces années d'affrontement politique (1947-1952), puis de soulèvement (1953-1955) pour comprendre l'action des Français libéraux comme le « miracle » qu'a pu constituer l'installation de moines bénédictins près d'Azrou, dans le Moyen Atlas et la fondation du Monastère de Toumliline, un havre de paix, de dialogue et de fraternité envers et contre tout.

Ce « miracle » s'explique par la protection accordée par SM le Sultan Mohammed Ben Youssef à la demande de Monseigneur Amédée Lefèvre et par le soutien très ferme du Cheikh Mohammed Ben Larbi Alaoui.

Le Monastère aurait pu s'établir entre Casablanca et Rabat, comme l'avait souhaité en premier lieu Monseigneur Lefèvre et le choix de Toumliline revint en quelque sorte à une série de circonstances, dans lesquelles chacun verra soit le hasard, soit la providence. Les Moines ont préféré de toute façon un lieu retiré, à l'écart de l'agitation du monde et c'est alors le monde qui est venu peu à peu vers eux, à Toumliline. La communauté des Bénédictins d'En Calcat a répondu pour sa part à des volontés qui la dépassait tant de la part de Rome - le pape ayant appuyé le choix du Maroc, plutôt qu'un pays au nord de l'Europe initialement pressenti -, que de la part de sa Majesté Mohammed Ben Youssef, avec le souhait ardent de Monseigneur Amédée Lefèvre. Cette volonté c'était celle de la réconciliation entre Islam et Chrétienté.

Dès l'origine, quand se discutait encore l'établissement du Monastère, le soutien de Sa Majesté Mohammed Ben Youssef s'inscrivait dans un soutien plus global à l'ensemble des initiatives de Monseigneur Lefèvre. Rien n'indiquait que pareil monastère pourrait prendre la dimension qui

devait devenir la sienne après l'indépendance. Cette dernière, au demeurant, en 1952, nul ne pouvait prédire quand elle aurait lieu.

Quant à Monseigneur Lefèvre, il cherchait à parachever l'implantation au Maroc d'ordres religieux diversifiés afin de compléter un dispositif d'encadrement, de formation et de stimulation tant de l'ensemble des religieux sous sa juridiction, que des fidèles qui se pressaient alors en nombre dans les églises et les paroisses du Maroc. Il a demandé à En Calcat, puis au père Prieur Denis Martin de construire une hôtellerie : le Monastère devait pouvoir accueillir des religieux et des laïcs qui viendraient se ressourcer dans le repos, le silence et la prière. Mais aussi des séminaires, dédiés avant tout à la jeunesse.

Pour autant, dès sa fondation, Toumliline se trouvait au carrefour de puissantes aspirations de deux hautes personnalités d'exception dont les visées et les volontés dépassaient le temps présent pour s'inscrire dans la longue durée. Elles trouvèrent le concours d'hommes relevant à leur tour de l'exception, comme le Cheikh Mohammed Ben Larbi Alaoui, le père Peyriguère, Louis Massignon et bientôt à Paris François Mauriac, à peine auréolé de son prix Nobel de littérature. Quelle richesse humaine dans ces temps de trouble !

A Paris encore, autour de France Maghreb le Maroc allait recevoir le soutien de l'élite de l'université française et de grands noms de la résistance, comme Germaine Tillon et plus discrètement sa grande amie, la sœur du Général de Gaulle, Geneviève De Gaulle, toutes deux admises voici peu au Panthéon. Et au Maroc, toutes les forces vives de la nation soutenaient le Sultan Mohammed Ben Youssef.

L'abbaye d'En Calcat avait été fondée eu XIXème, à Dourgues, à proximité de Castres, par Dom Romain Banquet, qui recommandait à ses moines courage et ténacité, dans le strict respect de la Règle de Saint Benoît. Pierre Martin s'y rendit avant-guerre, en 1931, à la demande de son confesseur. Il choisit de devenir moine, accomplit son noviciat et devint le Frère Denis, sous l'autorité de l'Abbé Dom Marie de Floris. Il fut mobilisé en 1940 et rejoignit son Abbaye une fois démobilisé. L'Abbé lui confia différentes responsabilités, si bien que le Frère Denis eut à seconder son supérieur quand celui-ci mit son abbaye au service

de tous ceux et celles qui fuyaient la terreur nazie. Des centaines de prisonniers furent hébergés puis exfiltrés vers l'Espagne : juifs, aviateurs alliés, officiers de renseignement, résistants, etc...

Le frère Jean-Michel Reder, d'origine hollandaise, fabriquait des faux papiers dans l'Abbaye même, destinés aux juifs d'Amsterdam, puis aux nombreux hôtes du Monastère. Cette activité de Résistance aux Nazis était due à l'extraordinaire détermination de Dom Marie de Floris, mais tous ses moines participèrent à cet engagement, dont un certain nombre se retrouvèrent à Toumliline dans la décennie qui s'ensuivit. Ces années d'engagement, à très haut risque, ont trempé les caractères. Les moines de Toumliline conservèrent toujours un grand sang-froid et ne grande sérénité en dépit de l'état de guerre qui s'installa de 1953 à 1955. La guerre de 1939-1945 les y avait préparés.

Cet esprit de Résistance, comme les souffrances dont ils furent les témoins, ou celles qu'ils ont pu endurer, les amena très vite à refuser d'obéir aux injonctions de l'Armée française et à se solidariser avec la souffrance du peuple marocain. Et leur Prieur, Dom Denis Martin manifestait tout particulièrement le courage et la détermination de ces « chercheurs de Dieu », à la fois coupés du monde et de plein pied dans le monde des hommes.

A peine installés au lieu-dit « Toumliline », du nom d'une source qui sort à quelques centaines de mètres du Monastère, ces moines vont marquer les esprits par leur ardeur au travail manuel, et plus encore par leur tradition d'hospitalité, si bien trempée durant l'occupation allemande.

Des prisonniers politiques furent contraints en juillet 1953, neuf mois après leur installation, de creuser une tranchée allant de la source même au village d'Azrou. Encadrés par l'Armée française, ils étaient soumis à une très sévère discipline et souffraient particulièrement de la chaleur. Un moine qui avait été prisonnier en Allemagne fut choqué et prévint le père Prieur. Celui-ci ordonna que les moines servent du thé aux prisonniers ainsi qu'à leurs gardiens. Ils renouvelèrent leur geste durant une semaine entière en dépit des protestations du Colonel responsable du secteur, puis du Général Miquel son supérieur, basé à Meknès.

Dom Denis Martin, soutenu par le père Abbé d'En Calcat avait tenu à distance l'Armée française dès la fondation du Monastère en octobre 1952. Poliment, mais résolument. Mais cela n'avait pas suffi à supprimer toute réticence de la part des tribus environnantes ou des cadres de l'Istiqlal à Azrou ou dans la région. L'affaire du thé, qui fit grand bruit, permit au père Prieur d'affirmer l'autonomie de son Monastère et de ses moines, comme le caractère intangible de leur hospitalité. Dès lors les rapports avec l'Armée française devinrent difficiles, mais il était définitivement clair que ces moines n'avaient pas bâti un avant-poste en pays berbère qui se voudrait un nouvel avatar de la « politique berbère » de la Résidence.

Le Père Prieur ne faisait pas de politique, mais il s'était méthodiquement renseigné sur la situation marocaine depuis les événements de décembre 1952. Il connaissait le point de vue de l'Armée française et des colons, comme de la Résidence. Il était tout autant informé par des chrétiens libéraux, en particulier Guy Martinet et bien sûr, le Père Peyriguère ou Monseigneur Lefèvre. Par ailleurs, Si Bekkaï, alors Pacha de Sefrou, et lui-même s'étaient liés d'amitié ; ils eurent de nombreux entretiens.

Au début du mois d'Aout suivant, le prince héritier, SAR Moulay Hassan, vint rendre visite aux moines, dans un cadre privé. Il fit part au père Prieur de l'intention de son père, le Sultan Mohammed Ben Youssef, de venir en visite au Monastère. Après le soutien du grand théologien Moulay Ben Larbi Alaoui, c'était un geste d'une grande portée religieuse que voulait accomplir le Souverain. Le coup d'Etat du 20 août suivant et l'exil qui s'ensuivit lui imposèrent l'abandon du projet. Mais le Monastère bénéficiait de la Haute Protection du Commandeur des Croyants. Nul doute que cela lui permit de traverser la tourmente déclenchée par cette forfaiture. Quant au soutien du Souverain, il devait prendre d'autres formes à compter de son retour d'exil.

Dans l'intervalle, le père Denis, outre Si Bekkaï, fit la connaissance de personnalités qui devaient jouer un rôle éminent à l'Indépendance. De nombreux cadres de l'Istiqlal, du PDI ou de l'UMT avaient été arrêtés et emprisonnés en décembre 1952. Ils avaient dans l'épreuve eu la joie de trouver un soutien inespéré des Français libéraux.

Au Maroc, ce fut la lettre des 14 professeurs du Lycée Lyautayde décembre 1952, dénonçant la répression très brutale comme l'atteinte à la liberté syndicale, et demandant une Commission d'enquête parlementaire française. Puis les éditoriaux de François Mauriac en janvier et février 1953, l'écrivain mettant son tout récent Prix Nobel de littérature au service de la cause marocaine. Enfin, la création du Comité France-Maghreb, présidé par François Mauriac, coprésidé par Louis Massignon et Maurice Blachère, deux éminents spécialistes du monde arabe et de l'Islam. France-Maghreb n'eut de cesse de mener campagne pour la libération des prisonniers politiques et pour que cesse l'usage de la torture comme le règne de l'arbitraire en matière de justice ou de police.

A compter de l'été 1954, Pierre Mendès-France ordonna des mesures d'apaisement et la libération des militants emprisonnés en décembre 1952. C'est ainsi que maître Driss M'Hamdi, à peine sorti de prison, demanda à Maître Paul Buttin, son collègue, son ami et son défenseur, de l'amener à Toumliline pour faire la connaissance du Père Denis. Quand ce dernier l'interrogea sur cet empressement, il s'entendit répondre que l'incident du thé avait eu un grand retentissement auprès des prisonniers, tout comme la lettre pastorale de Monseigneur Lefèvre ou les interventions de François Mauriac. Une amitié s'ensuivit avec ce haut responsable de l'Istiqlal et futur Ministre de l'Intérieur.

Quelques semaines plus tard, Driss M'Hamdi amena à Toumliline Medhi Ben Barka, puis Mohammed El Fassi. Cela permit des discussions très approfondies dans un climat de totale confiance, tant en théologie, que sur des questions de sociologie ou d'histoire religieuse, dont ces trois responsables de l'Istiqlal étaient férus.

Driss M'Hamdi, Medhi Ben Barka, Mohammed El Fassi, mais aussi Abderrahim Bouabid, Abdallah Ibrahim ou Majoub Ben Seddik avaient dans le même temps demandé à rencontrer les français libéraux, ceux qui avaient signé la lettre des 14 professeurs du Lycée Lyautey, des médecins et des avocats qui avaient défendu les militants et les résistants ou encore les journalistes de Maroc Presse. Parmi eux des Chrétiens Libéraux : les professeurs Guy Martinet et Raymond Prallet ; maîtres Simone Pacaud et Paul Buttin ; le Docteur Chauvin, le Commandant Sartout.

Des liens se nouèrent au fil des nombreux rendez-vous qui s'ensuivirent incluant des membres des « Amitiés marocaines » : Felix Nataf, le Docteur Delanoë et son épouse, Robert Orain et son épouse, ou des membres des « Semaines Sociales » : Monsieur et Madame Morlet, Olivier Cotinaud, Henri Piro, madame Martinagi. La plupart étaient des catholiques sociaux assidus à Toumliline depuis deux ans. Guy Delanoë et Robert Orain étaient agnostiques, mais très engagés auprès de leur amis qu'ils rencontraient en privé aux « Semaines Sociales » ou aux « Amitiés marocaines » ; ils étaient amis de prêtres tels que le père Berkman-Chabert ou le père Peyriguère, ou encore du Prieur de Toumliline.

Ainsi dès la fin 1954, Toumliline devint un lieu de rencontre et de débats entre français libéraux et dirigeants de l'Istiqlal, auxquels pouvaient s'adjoindre des dirigeants du PDI, des personnalités indépendantes des partis comme Si Bekkaï. Cela de manière informelle, autour du Père Prieur, dans le cadre de son réseau d'amitiés.

Depuis la fin de l'année 1953, en effet, les français libéraux avaient commencé à se rassembler régulièrement dans les locaux de Maroc Presse. Ils appuyèrent les initiatives des « Amitiés Marocaines » autour de M'Hamed Dadi et Felix Nataf, en particulier un premier plan de règlement du contentieux entre le Maroc et la France (avril 1954).

Ils agirent également en leur nom propre en rédigeant une lettre ouverte au Président de la République française pour défendre les droits de l'homme (la fameuse « Lettre des 75 ») publiée en mai 1954 le jour même de la capitulation de Dien Ben Phu (la majorité des rédacteurs et un grand nombre des premiers signataires étaient des chrétiens libéraux).

A compter de juin 1954, ils créèrent l'association Conscience française, présidée par le Docteur Delanoë, ainsi qu'une autre association, beaucoup plus discrète, le GERES, dirigée par Robert Orain et Guy Martinet, dont les statuts ne furent pas déposés.

C'est dans le cadre du GERES que des discussions amorcées au sein des « Amitiés Marocaines » avec des militants nationalistes furent poursuivies. On y discutait de la construction du Maroc indépendant et dans l'esprit des « Semaines Sociales » ou des « Groupes de

Recherches » fondés par Paul Buttin, on cherchait à dresser un bilan économique et social du Maroc d'alors.

Les débats étaient très fournis et quatre commissions furent mises sur pied : justice, éducation, économie, société. Cela dès juin 1954, alors que l'Indépendance paraissait encore bien compromise et se heurtait à une opposition acharnée, quand Pierre Mendès-France était contraint de renoncer à résoudre la question marocaine. On y discutait de la passation des pouvoirs, de la réforme de la justice, de la Police et de l'Armée ; de l'établissement d'un droit syndical ou encore de l'élaboration d'un plan de coopération dans les domaines de la formation des cadres ou de l'éducation. Tous ces dossiers étaient déjà très avancés lors des discussions d'Aix-les-Bains.

Ils furent remis lors d'une grande réception, en décembre 1955, au prince héritier, SAR Moulay Hassan, ainsi qu'à Si Bekkaï, Président du Gouvernement provisoire, en présence de tous les grands partis de la Résistance et L'UMT. C'était le fruit de 18 mois de travaux entrepris dans la plus grande discrétion, avec des personnalités marocaines de premier plan, qui exercèrent des responsabilités politiques à compter de l'Indépendance : Medhi Ben Barka, Abdallah Ibrahim, Mahjoub Ben Seddik, Mohammed El Fassi, Thami El Ouazzani, Karim Lamrani, Reda Guédira, le docteur Khatib, Mahjoubi Aherdane, le docteur Harraki (3).

La partie française du GERES était composée de professeurs, de juges, d'avocats, de médecins et de professions libérales. Nombre d'entre eux appartenaient aussi à « Conscience française » ou aux « Amitiés Marocaines » et des personnalités comme Jacques Reitzer, Felix Nataf ou Lorrain-Cruze, proches des milieux industriels ou de la banque, étaient régulièrement informés. La majorité des membres français du GERES étaient des chrétiens libéraux qui ne manquaient pas d'informer à leur tour Monseigneur Lefèvre, le père Peyriguère ou le père Denis Martin.

Ainsi, bien avant les premières Conférences Internationales de Toumliline (1956-1959), l'habitude était prise de rencontres régulières,

³Abderrahim Bouabid avait rencontré à sa sortie de prison, avec d'autres membres du Bureau exécutif de l'Istiqlal les fondateurs du GERES. Il partit rapidement à Paris, mais il était informé des discussions et des dossiers en cours.

de travaux approfondis, de débats entre nombre de personnalités marocaines de premier plan et des français libéraux sur des questions engageant l'avenir du Maroc comme celui des relations franco-marocaines. Et les chrétiens libéraux jouèrent dans ces rencontres, de juin 1954 à novembre 1955 un rôle décisif, dans la filiation des groupes de recherche fondés par Paul Buttin, prolongés courant 1954 précisément par les « Semaines Sociales » chères à Monseigneur Lefèvre.

A l'été 1955, à l'initiative des chrétiens libéraux et de Mohammed Ben Larbi Alaoui une rencontre fut organisée à Toumliline regroupant des étudiants de l'Université de la Quarraouyine avec des lycéens et des étudiants venus de différentes villes du Maroc, marocains et français. Une rencontre informelle, improvisée, encadrée par des professeurs de lycée et des universitaires. Elle eut beaucoup de succès et préfigura des rencontres ultérieures d'une toute autre portée, mais animées du même esprit d'ouverture et de fraternité.

A compter de l'été 1956 des Cours internationaux d'été furent organisés par le Monastère de Toumliline, à la demande de Monseigneur Lefèvre et sous le Haut Patronage de S.M. Mohammed V, avec le concours du premier Gouvernement du Maroc indépendant. Quel meilleur lieu que cet espace de paix, de fraternité et de prière pour appeler à la réconciliation le peuple marocain avec le peuple français ? Et comment ne pas tendre la main en ce lieu aux chrétiens libéraux ? A ces femmes et à ces hommes de bonne volonté qui avaient œuvré pour la justice, le respect mutuel et la liberté de conscience ?

Ces chrétiens libéraux connaissaient bien le Monastère, depuis sa fondation, et y retrouvaient avec joie et au grand jour leurs nombreux amis connus dans une semi-clandestinité, sur lesquels reposait désormais la bonne marche du Maroc Indépendant. Ils y poursuivirent en quelque sorte leurs débats fraternels et tentèrent d'apporter leur contribution aux énormes efforts requis par les défis qui attendaient la haute administration, les élites issues des universités et des grandes écoles, les partis et leurs dirigeants.

Pour tous, la haute figure de S.M. Mohammed V, qui avait traversé tant d'épreuves et tenu bon envers et contre tout, rassurait et renforçait les

énergies. Mais les obstacles qui se dressaient face au Maroc indépendant étaient de taille : fuite des capitaux, manque de cadres diplômés et aguerris, départ massif de dizaines de milliers de français, acteurs de l'économie, la guerre d'Algérie aux frontières, des tensions internationales, une présence militaire française et américaine, une armée embryonnaire, une monnaie fragile et l'unité du pays à consolider et à achever... Il fallait, en outre, galvaniser les énergies, mobiliser la jeunesse, préparer l'avenir, tout en s'ouvrant au monde.

Les intellectuels, les universitaires, les cadres des partis, les membres des cabinets ministériels, ainsi que les ingénieurs ou les industriels aimaient à se retrouver et à se ménager des moments de pause et de réflexion. Ils avaient peu de temps disponible et peu d'occasions de débattre et d'échanger. Ils eurent plaisir à venir à Toumliline, à se mêler à la jeunesse, à s'investir dans des conférences ou à participer aux tables-rondes.

Après l'immense liesse du mois de novembre 1955, puis la joie et l'enthousiasme des mois qui conduisirent à l'Indépendance, la politique avait progressivement imposé son emprise. Or, la politique est faite d'affrontement et de rapport de force, quand l'espérance nationale et populaire inclinait à l'unité. Toumliline fut un espace de rencontre et de dialogue pour les élites politiques, jusqu'en 1959 tout au moins.

A l'été 1956, lors de la première Conférence Internationale de Toumliline, la joie et l'enthousiasme, la ferveur même dominant tout le pays. C'est un thème fédérateur et consensuel qui a été choisi : « La Cité ». Tous les participants sont avant tout heureux de se retrouver ensemble. On y célèbre le retour du Maroc dans le concert des nations grâce à de nombreux intervenants venus de tous les continents.

A travers le thème de « La Cité » Chrétiens et Musulmans pouvaient se retrouver, tout autant que des universitaires et des hommes politiques en prise avec leur temps. Et tous pouvaient se nourrir d'une conférence donnée par un théologien, musulman, chrétien ou juif, aussi bien que par des universitaires spécialisés en sociologie, en histoire ou en économie, enfin par des hauts fonctionnaires ou des hommes politiques. Avec des moments exceptionnels quand des hommes tels que Mohammed Ben Larbi Alaoui ou Louis Massignon prenaient la parole.

Les séances de questions qui succédaient aux exposés et les tables-rondes qui alternaient avec les conférences étaient très suivies et très animées. Tous avaient soif de connaissances, de rencontres et de fraternité. Le soir, à la veillée, on chantait, on dansait sur des musiques marocaines et sur des musiques du monde. Des grandes tentes étaient dressées alentour pour les repas, les veillées et les libations.

Les moines se sont démenés durant six mois pour préparer cette première Session d'été, quand le père Prieur partait en quête des fonds nécessaires. Il fallut construire une grande salle de conférence, l'équiper, agrandir l'hôtellerie, installer des bungalows à l'extérieur du périmètre initial du Monastère, accompagnés d'un restaurant extérieur. Mais très peu d'entre eux participèrent directement aux conférences : leur vie de silence et de prière continuaient, immuable. Seuls étaient admis à leur table quotidienne leurs hôtes qui faisaient retraite ou les invités du père Prieur.

Et seuls les chrétiens étaient autorisés à participer aux rites journaliers ou aux messes dans la chapelle du Monastère. C'était toute la magie de Toumliline, ce contraste entre le périmètre de silence et de prière et ces sessions recevant des centaines de participants et des dizaines de conférenciers. La majorité des participants se réclamaient d'une pratique religieuse et d'une foi, musulmane, chrétienne, juive ou bouddhiste. Elle cotoyait des agnostiques et des athées.

Et voilà que dans ces nuits du mois d'août 1956, Louis Massignon disait sa Prière à Abraham avec des amis musulmans et juifs. Et que nombre de participants reprenaient avec eux cette prière qui permettait aux croyants des trois religions de communier dans une même foi, en conformité avec leur croyances respectives.

Quel plus bel hommage rendre à S.M. Mohammed V et à Monseigneur Lefèvre, ainsi qu'aux moines, leurs hôtes, et au père Prieur Dom Denis ?

SM. Mohammed V disait, en effet, aux congressistes de l'été 1957, sa joie de les recevoir à nouveau, dans un Maroc, qui *« a de tout temps pratiqué la tolérance religieuse permettant à de nombreuses religions de jouir de la liberté et de la dignité. En particulier, la chrétienté et l'Islam vivent côte à côte au Maroc œuvrant dans un climat de*

coopération, d'amitié et de sérénité et collaborant à la réalisation du bien-être et du bonheur de l'humanité ».

Cette tolérance s'était manifestée pleinement à Toumlilinedès la première session de l'été 1956 ; elle anima profondément toutes les sessions durant les années qui suivirent.

La deuxième session d'été, celle de 1957, prit pour thème l'éducation avec des participants toujours enthousiastes, en nombre, heureux de se retrouver à nouveau, fraternels et très engagés. Quoi de plus décisif que l'éducation quand l'humanité entière devait affronter des défis immenses et réaliser les rêves d'émancipation qui avaient accompagné des décennies de luttes ?

Durant cette session, l'accent fut mis sur la pratique, en particulier sur la tâche qui incombait aux pays du Tiers Monde, celle de surmonter l'immense obstacle de l'alphabétisation, tout en impliquant des populations très majoritairement paysannes dans un effort continu de développement.

Les intervenants firent part de l'expérience de « l'éducation sociale » en Inde, initiée par Ghandi, de « l'éducation de base » promue par l'UNESCO. On retrouvait ces préoccupations au Maroc même à travers l'organisation de la « Route de l'unité », présentée par le docteur Benhima. Et Medhi Ben Barka rappela avec brio les défis et les enjeux qui attendaient l'Université marocaine dans le domaine de la formation des cadres et des chercheurs. D'autres aspects de l'éducation, psychologiques, sociaux, didactiques furent bien sûr évoqués, tout comme les nécessaires développements d'un enseignement technique.

S.A.R. la Princesse Lala Aïcha créa l'évènement en prononçant une conférence sur la « Promotion de la femme marocaine » :

« S'émanciper, c'est d'abord prendre nettement conscience de soi. Or la femme marocaine a prouvé, en particulier lors des dernières épreuves que notre pays a connues, qu'elle était capable d'évoluer, de se réveiller et de se connaître, d'apprécier clairement l'importance de sa tâche et d'assumer ses responsabilités au même titre que l'homme (...) Harmonieusement, sans heurts, la femme doit être amenée à faire partie intégrante de la vie du pays ».

Si tous les idéaux de l'Indépendance en matière d'éducation n'ont pas connu leur pleine réalisation, cette jeune princesse annonçait avec sagesse et conviction une transformation très profonde de la société marocaine, toujours en acte, irréversible. Cette promotion et cette émancipation de la femme marocaine, soutenues résolument par S.M. Mohammed V, ont permis de concilier harmonieusement Islam et modernité, Orient et Occident.

S.A.R. la Princesse Lala Aïcha, avec la même intelligence et la même modération, poursuivait :

« Le voile a toujours été considéré comme le symbole même de la condition inférieure de la femme. Le supprimer-a-t-on pu penser, c'est du même coup rendre à la femme sa liberté, lui enlever son bâillon qui l'empêche de respirer et de s'exprimer.

C'est là une vue quelque peu superficielle du problème. Seule compte la prise de conscience par la femme de ses droits et de ses devoirs, le reste va de soi. Libre de se déterminer, libre de choisir, la femme pourra enlever le voile ou le garder, mais alors elle le gardera comme une parure et non comme un bâillon ou un carcan. (...) »

Elle se réclamait en cela pleinement de la pensée de son Auguste père, Roi et Commandeur des Croyants, comme en témoigne la suite de son allocution.

L'intelligence alliée à la recherche harmonieuse d'une émancipation de tout le genre humain, de toutes les nations, voilà bien l'esprit de ces Sessions Internationales de Toumliline, ouvertes à toutes les cultures et à tous les continents. Et bien sûr, les questions nationales y avaient tout leur droit à travers les hautes personnalités qui vinrent au Monastère.

Mohammed Ben Larbi Alaoui et Louis Massignon furent à nouveau très assidus, animant des débats et partageant les soirées de Toumliline (musique, chant, théâtre, arts plastiques et cinéma). La Prière à Abraham fut à nouveau partagée par des musulmans, des juifs et des chrétiens. Et l'ermite d'El Kbab vint en voisin s'associer aux hôtes du Monastère.

Les sessions de 1956 et 1957 furent les plus prestigieuses. Elles accueillirent 120 sessionnaires en 1956 venus de 12 pays ; 200 en 1957

venus de 26 pays. 52 conférenciers se succédèrent durant les Cours d'été de 1956 ; un peu plus d'une trentaine en 1957, les conférences étant réservées aux matinées et les séminaires de débat aux après-midi.

Durant l'été 1958, quatre sessions de conférences internationales furent organisées, d'une semaine chacune, les deux premières étant réservées à des hauts fonctionnaires, des élus et des journalistes mêlés à des fonctionnaires de L'UNESCO ou de l'ONU. Les deux suivantes furent à nouveau ouvertes aux étudiants, sur le thème de l'enseignement moderne et traditionnel, puis sur la rencontre entre les civilisations et les cultures(13 pays ; 175 sessionnaires).

L'été 1959 accueillit deux sessions, en mêlant des cours et des carrefours de débats, ouvertes aux étudiants et lycéens, consacrées au développement économique(52 participants). Ces cours d'été reprenaient en quelque sorte la formule initiée en 1955, réservée à des lycéens et des étudiants, avec des conférenciers appartenant à différentes nationalités. La formule était moins ambitieuse, mais elle pérennisait l'esprit des premiers Cours d'été, avec une même rigueur, un même enthousiasme et beaucoup de chaleur.

Le père Prieur peinait à rassembler les capitaux nécessaires à ces Cours d'été, quand d'autres projets, en direction de l'Afrique noire l'accaparaient. Deux monastères devaient être créés à Bouaké, en Côte d'Ivoire (1959)et à Ouagadougou, en Haute-Volta, actuel Burkina-Fasso (1962). Des sessions internationales furent organisées à Bouaké, sur le modèle de Toumliline. Aussi fallait-il se résoudre à des dépenses moins onéreuses au Prieuré de Toumliline, sans nuire pour autant à la qualité des Cours d'été et à leur renommée.

Des tensions s'accrochèrent dans la classe politique marocaine à compter de l'entrée en fonction du gouvernement d'Abdellah Ibrahim. La scission de l'Istiqlal et la création de l'U.N.F.P. aggravèrent ces tensions. La question constitutionnelle était par ailleurs un ferment de division, quand des tensions sociales se faisaient vives. Il y eut bien des déchirements. Les années d'enthousiasme, propices à la fraternité comme au rassemblement d'une nation, quasi mystique, semblaient s'estomper.

Les chrétiens libéraux assistèrent avec tristesse à ces déchirements, mais l'espoir restait vif en l'avenir comme en la réconciliation après une période d'affrontement. Le 26 avril 1959, le Père Peyriguère décédait à Casablanca, ce qui ne manqua pas d'ajouter à leur tristesse, même si l'extraordinaire joie spirituelle qui émanait de l'ermite d'El Kbab et son optimisme sans faille continuaient de les guider.

Par-delà les sessions d'été le Monastère continuait à recevoir des visiteurs ; de jeunes chrétiens venaient en pèlerinage à Pâques ; des séminaires étaient organisés toute l'année en direction des catholiques pratiquants et du clergé, comme des mouvements de jeunesse.

Des cours de langue y étaient dispensés, ainsi que de sessions culturelles. Les jeunes collégiens d'Azrou venaient régulièrement au Monastère pour des cours du soir ou pour participer à des activités. Certains y résidaient en tant qu'interne. Et le dispensaire donnait en continu ses soins.

Rappelons que durant les années 1962-1965 se tint à Rome un très grand Concile rassemblant les Evêques du monde entier, réparti en quatre sessions. Durant ces quatre années les catholiques étaient invités à débattre avec leurs Evêques des travaux en cours, qui amenèrent une réforme très profonde d'une institution pourtant millénaire. La mutation entraîna des bouleversements dans les pratiques et les cultes, ce qui entraîna des vives réactions des milieux les plus conservateurs.

L'Eglise catholique du Maroc était très engagée dans le cadre du courant réformateur ; elle amena sa contribution, tout particulièrement lors de la quatrième session de 1965, dédiée à l'ouverture aux autres religions, en premier lieu le Judaïsme et l'Islam. Et Toumliline fut un haut lieu de débat entre catholiques vivant au Maroc. Cela renforça l'esprit de fraternité qui imprégnait toutes les activités extérieures du Monastère. C'est aussi cela l'esprit de Toumliline, nourri par l'activité des moines, mais entretenu aussi par une communauté laïque et catholique très active, animée d'une grande vitalité, dans laquelle la jeunesse était très présente et très engagée.

De l'été 1960 à celui de 1964, les sessions Internationales reprirent, avec moins de moyens, et de répercussion au plan international, mais elles faisaient de Toumliline un lieu de rencontre et de débat toujours

privilegié. Les conférenciers venaient de différents horizons et le public était surtout composé d'étudiants et de lycéens de classe terminale.

Jilali Gharbaoui effectuait des séjours au Monastère ; il animait à l'occasion des ateliers ou initiait les participants aux sessions culturelles aux arts plastiques. Nombre d'acteurs de la scène culturelle marocaine, à l'avant-garde de leur génération, peintres, écrivains, poètes, philosophes, sociologues, comédiens ou metteurs en scène, venaient se mêler aux congressistes, aux hôtes de passage et aux étudiants : Abdellatif Laâbi, Mohammed Kheir-Eddine, Mohamed Choukri, Miloud Labied, Mohammed Lahbabi, Fatima Mernissi, Ahmed Cherkaoui, Abdelkébir Khatibi, Tayeb Saddiki, etc... Le Monastère restait un haut lieu de rencontre, de culture et de partage.

A titre personnel, des personnalités politiques venaient saluer le père Prieur et les moines de leur connaissance. Ils pouvaient s'attarder pour un repas, une conférence ou une soirée, même si les fastes des étés 1956 et 1957 n'étaient plus que des souvenirs. Les amis de Dom Denis lui étaient très fidèles, comme Abderrahim Bouabid, qui ne manquait pas de se déplacer au moins une fois l'an.

Les chrétiens libéraux restaient tout aussi fidèles au Monastère, certains d'entre eux étant particulièrement investis dans les sessions culturelles et les sessions d'été. Ils furent mobilisés jusqu'en 1962 dans la défense du peuple algérien en lutte pour son indépendance, en liaison avec leurs amis résidant à Alger (dont certains furent emprisonnés et torturés).

Ils participèrent jusqu'à l'Indépendance de l'Algérie à un nouveau groupement de français libéraux fédéré autour de la revue « Perspectives », qui rendait compte de l'actualité de la guerre comme des initiatives des différents comités de soutien disséminés dans tout le Maroc.

Ils hébergèrent des déserteurs et des objecteurs de conscience ; ils récoltèrent des fonds destinés à la défense de militants algériens. Ils recueillaient des témoignages et orchestraient des campagnes d'opinion. Et Toumliline fut l'occasion de rencontres avec des représentants des mouvements de résistance algériens. A l'Indépendance de l'Algérie, les activités de ce dernier groupe de

français libéraux n'avait plus de raison d'être et sa dissolution fut décidée.

Un an auparavant le décès brutal de S.M. Mohammed V les avait bouleversés et profondément affectés. Une page de l'Histoire était brutalement tournée. Le nouveau règne annonçait d'autres perspectives et d'autres enjeux. L'unité nationale était menacée. Le Maroc s'engageait dans une période d'affrontements. Les uns et les autres durent choisir un camp ou s'abstinrent de toute vie publique.

Durant l'année 1962, Louis Massignon devait décéder à son tour, et en 1964 Mohammed Ben Larbi Alaoui. Avec le départ de ces deux hautes figures, les chrétiens libéraux surent plus encore combien toute une époque était révolue. Le Monastère de Toumliline, quant à lui, perdait deux autres de ses plus fidèles soutiens, les deux plus éminents.

En mars 1965, de violents affrontements ensanglantèrent Casablanca et l'état de siège fut proclamé. La session d'été de Toumliline fut suspendue et cela fit craindre une rupture irréversible tant dans la dynamique de ces sessions que dans la dynamique profonde de la nation marocaine. Dans les mois qui suivirent, les chrétiens libéraux comme le Prieur de Toumliline espérèrent en un grand sursaut et en une réconciliation nationale entre tous les acteurs de l'Indépendance marocaine, dont beaucoup étaient leurs amis. L'enlèvement et la disparition de Medhi Ben Barka mirent un terme à ces espérances.

Dès lors, les sessions d'été comme les sessions culturelles eurent du mal à s'inscrire dans un contexte politique et social en rupture avec la première décennie du Maroc indépendant.

A compter de l'année 1966, les jeunesses du monde entier entrèrent en effervescence ; le mouvement des lycéens de mars 1965 à Casablanca en était un des événements précurseurs. Cela devait culminer durant l'année 1968, avec le Vietnam ou la Palestine en toile de fond.

Pour cette jeunesse marocaine et française, Toumliline restait un haut lieu de culture et de fraternité, mais éloigné de leurs préoccupations et de leurs passions du moment. Les villes canalisèrent les énergies et offraient des perspectives d'action et des scènes par ailleurs plus enviables à leurs yeux. Peut-on imaginer ce qui aurait pu donner une session d'été 1968 au Monastère ?

En outre, cette jeunesse était désormais sous haute surveillance. L'Eglise catholique n'était pas en reste, qui s'était repliée sur des positions conservatrices en dépit de l'ouverture provoquée par le Concile Vatican II. Conservatrices et même réactionnaires en matière de morale ou de mœurs. Elle était très inquiète du rapprochement de nombreux jeunes chrétiens avec les mouvances communistes marxistes-léninistes. Il était difficile cependant pour le Vatican d'ordonner un repli du Monastère sur lui-même, l'abandon de ses sessions, le retour à une vie monastique plus austère et coupée du monde.

Des forces conservatrices marocaines pour leur part s'arrêtèrent à la dimension libérale des rencontres de Toumliline, comme du rapprochement entre jeunes musulmans et jeunes catholiques, ce qui faisait craindre une forme de contagion d'ordre politique et un renforcement de l'extrême gauche marocaine. Il fallait éviter de favoriser les lieux de rencontre et de débat, parmi eux Toumliline.

Certains théologiens refusaient pour leur part de répondre à l'esprit d'ouverture œcuménique véhiculé par l'Eglise catholique à la suite du Concile Vatican II. Au plan politique, des campagnes de presse firent circuler des rumeurs infondées concernant des conversions attribuées sans preuve aucune aux moines, ce qui ne manqua pas de blesser le père Prieur et de l'indigner.

Les années 1965-1967 furent ainsi éprouvantes pour la communauté monastique de Toumliline. Les moines commencèrent à douter de la pertinence de leur maintien. En outre leur nombre n'avait cessé de se réduire depuis la fondation des deux nouveaux monastères en Afrique de l'Ouest. L'entretien de ce grand Monastère, de ses dépendances, de son hôtellerie, tout cela devenait trop lourd, tout comme l'exploitation de la ferme attenante. Son endettement avait atteint un seuil critique.

On leur proposa de déménager et de s'installer à proximité d'une grande ville, de préférence entre Casablanca et Rabat, afin de se recentrer sur les zones géographiques qui regroupaient le plus de catholiques résidant au Maroc. La proposition émanait du co-adjuteur nommé auprès de l'Evêque, Berkmans-Chabert et était soutenu par le

Vatican. S.M. Hassan II offrit au père Prieur de mettre à sa disposition des terres de superficie équivalente pour fonder un nouveau Prieuré.

Monseigneur Lefèvre laissait les moines et leur Supérieur libres de leur choix. Les chrétiens libéraux étaient quant à eux favorables à un maintien du Monastère sur le site de Toumliline, quitte à réduire ses activités. Pour eux c'était l'identité même de l'Eglise catholique dans le Maroc indépendant qui était en jeu. Certains proposèrent d'en faire un lieu de rencontres œcuméniques entre musulmans, chrétiens et juifs, dans la postérité des « Amitiés marocaines ».

Tous souhaitaient que ces moines, par leurs prières et leur présence silencieuse, gardent intact l'héritage de Mohammed Ben Larbi Alaoui, de Louis Massignon et du père Peyriguère. Comme celui des chrétiens libéraux eux-mêmes, dans ce haut lieu de paix, de fraternité, de lumière spirituelle et de modernité. Au près de la source de la pierre blanche, Toumliline.

Au cours de l'année 1967 Monseigneur Lefèvre décéda à son tour. Avec lui disparaissait le plus sûr défenseur du Monastère, comme des choix de son père Prieur. Son successeur, le père Berkmans-Chabert, chrétien libéral et signataire de la lettre des 75, s'en tint aux offres déjà formulées. Les moines les déclinèrent par la voix de Dom Denis Martin. Ils décidèrent également de la fermeture du Monastère, qui prit effet au cours de l'année 1968. Quelques moines restèrent au Maroc et prirent un métier. D'autres se rendirent en Afrique de l'Ouest ou regagnèrent l'Abbaye d'En Calcat. Tous leurs amis s'inclinèrent devant leurs choix, mais leur départ de Toumliline s'accompagna d'une grande tristesse et de profonds regrets.

La fermeture de Toumliline marqua durablement les esprits. Elle entretint une nostalgie, mêlée à une sourde inquiétude : avait-on perdu quelque chose de précieux qui ne se reproduirait plus ? En définitive, n'était-ce pas une occasion manquée ? Pire encore, n'était-ce pas le symptôme d'un mal plus profond ?

A la réflexion toutefois, ces quelques années d'existence du Monastère sont déjà inouïes. Elles ont reçu le concours de personnalités d'exception, sous l'égide d'un Roi visionnaire, soucieux de paix et de réconciliation entre deux peuples et deux nations, et, par-delà, entre

Islam et christianisme. Elles ont été dès lors rendues possibles par les efforts acharnés du Père Prieur et de la communauté des moines, bâtisseurs inspirés et tenaces.

Le rayonnement du Monastère, comme le soutien qu'il a reçu durant au moins une décennie de toute la classe politique marocaine, des intellectuels et des artistes, furent le fruit d'une fraternisation entre militants nationalistes et résistants avec des femmes et des hommes de bonne volonté épris de justice et de liberté, parmi lesquels des chrétiens libéraux. Tout cela dans l'effervescence des premières années de l'Indépendance, dans la joie de bâtir de grands projets communs, mais aussi dans le bonheur d'apprendre, de découvrir, de partager.

Or cette quête résolue de la fraternité et de la paix ; cette soif de connaître et de bâtir dans la rencontre et le partage ; ce goût pour tous les fruits de l'esprit ; cette volonté de dépasser les différences et les oppositions ; tout cela dort dans le secret des mémoires et des cœurs. Les toiles de Gharbaoui en témoignent de manière bouleversante. Les graines sont semées ; elles attendent de germer.

En témoigne cette rencontre tout aussi inouïe entre Sa Majesté Hassan II et Sa Sainteté le pape Jean-Paul II, en 1985, à Casablanca. Ils lurent ensemble en public, au grand stade de Casablanca, la Prière à Abraham, ce qui constituait un événement sans précédent entre Islam et Christianisme, un grand moment d'Histoire de portée planétaire. C'était un bel hommage à Louis Massignon et à travers lui aux moines de Toumliline, comme à l'Eglise catholique au Maroc et aux chrétiens libéraux.

Bibliographie et sources :

- Entretiens : frère Jean et père Gilbert à Encalcat ; Monseigneur Berkmans-Chabert ; Guy Martinet ; Robert Orain ; Guy Delanoé ;
- Archives de Guy Martinet ;
- Guy Martinet, « Les chrétiens au Maghreb, III, Le Maroc » ;
- Revue « Toumliline », n°1, 2, 3, Rabat, école du Livre, 1957-1958 ;
- Peter Beach et William Dunphy, A Christian adventure in moslem Marocco, traduit de l'anglais par le Monastère d'En Calcat ;

- Jamaa Baïda et Vincent Féroldi, Présence chrétienne au Maroc, Editions et Impressions Bouregreg, Rabat, 2005 ;
- Encyclopédie du Mouvement national , de la Résistance et de l'Armée de Libération, volume IX, « Les Français libéraux au Maroc et les Amis du Maroc » ;
- Marie-Rose Mayaux, « Cours internationaux d'été de Toumliline : 1956-1957-1958-1959 », Archives des Sciences sociales des religions, Année 1960, volume 9, pp : 81-94 ;